



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

gynécologues

Question écrite n° 32458

Texte de la question

M. Alfred Trassy-Paillogues attire l'attention de Mme la ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative sur la situation de la gynécologie médicale française. Bien que la France ait joué un rôle éminent dans le développement de cette spécialité, force est de constater aujourd'hui que depuis cinq ans, les moyens de développement de la gynécologie médicale diminuent avec seulement vingt internes nommés chaque année et plus aucune nomination universitaire depuis 2006. Pratiquée dans des conditions satisfaisantes, la gynécologie médicale permet une prise en charge ciblée, efficace, personnalisée et donc de meilleure qualité ; Elle est en outre parfaitement intégrée dans un travail en réseaux avec les généralistes et les obstétriciens. Aussi est-il urgent, afin de répondre aux besoins légitimes des femmes, de recréer véritablement la spécialité avec suffisamment d'internes pour assurer la relève des médecins, anciens CES de gynécologie médicale qui partent à la retraite, et la nomination de cadres d'enseignement hospitalier et hospitalo-universitaires. Aussi, il aimerait connaître les intentions du Gouvernement à ce propos.

Texte de la réponse

Les gynécologues médicaux, au nombre de 2 000 environ, sont très inégalement répartis sur le territoire national. En fonction des départements, leur nombre varie de 0 à 20 pour 100 000 femmes. Ils sont ainsi plus de 260 à Paris et aucun en Lozère ou en Corse-du-Sud. S'ils assurent le suivi des femmes pour les problèmes gynécologiques, la contraception, la prévention et le dépistage, les médecins généralistes et les gynécologues obstétriciens assurent également chacun dans leur champ de compétences cette prise en charge. Dans ce domaine d'activité, les centres de planification et d'éducation familiale qui dépendent des conseils généraux participent également à la prise en charge de femmes quelque fois en situation difficile. Les études de l'assurance maladie font observer qu'au-delà de la pratique des 2 000 gynécologues médicaux environ 1 800 gynécologues obstétriciens ont abandonné leur activité chirurgicale et d'accoucheur pour réaliser uniquement des consultations médicales et prennent donc en charge des femmes dans ce domaine. D'autres encore ont une activité partagée. Le numerus clausus des études médicales a été progressivement relevé et en 2011, il y aura plus de 7 000 internes supplémentaires qui se répartiront dans les différentes spécialités. La spécialité de gynécologie médicale qui existe aujourd'hui a changé de sens. Elle forme des spécialistes de haut niveau sur la pathologie endocrinienne et tumorale gynécologique ainsi que sur la fertilité. Le plus souvent ces spécialistes se destinent à un exercice hospitalier très particulier. Les postes ouverts au recrutement n'ont pas tous été pourvus. Le projet de loi « hôpital, patient, santé, territoire » prévoit de favoriser à la fois une meilleure répartition géographique et selon les spécialités en fonction des besoins de chaque région.

Données clés

Auteur : [M. Alfred Trassy-Paillogues](#)

Circonscription : Seine-Maritime (10^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 32458

Rubrique : Professions de santé

Ministère interrogé : Santé, jeunesse, sports et vie associative

Ministère attributaire : Santé et sports

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 octobre 2008, page 8751

Réponse publiée le : 3 février 2009, page 1137